



Aucune infraction pénale n'a été relevée lors des contrôles des véhicules sanitaires. Toutefois, plusieurs anomalies administratives ont été constatées (absence de prescription médicale, absence de macaron, défaut de certificat d'aptitude du chauffeur, taxi relais non identifié, véhicule loué), et des contrôles complémentaires demeurent en cours, notamment en matière de facturation et de conformité des transports sanitaires.